

Gabon : Oligui Nguema remanie son gouvernement

Administrateur LJDP — 11 October 2026 — 3 min de lecture



Oligui_remaniement

Le président gabonais renouvelle son équipe ministérielle, avec huit entrants et cinq départs. Plusieurs portefeuilles stratégiques changent de mains.

Le président de la République gabonaise, Brice Clotaire Oligui Nguema, a procédé à un remaniement gouvernemental ce dimanche 11 octobre 2026. La nouvelle composition a été annoncée par Murielle Minkoue Mezui, secrétaire générale de la présidence de la République.

Cette réorganisation intervient neuf mois après la formation du précédent gouvernement, le 1er janvier 2026. Elle se traduit par huit nouvelles nominations, cinq départs et cinq changements de portefeuille. Hermann Immongault conserve ses fonctions de vice-président du gouvernement.

Huit nouveaux ministres et cinq départs

Parmi les nouveaux entrants figure Olivier Mouckocko, nommé ministre de l'Accès universel à l'Eau et à l'Énergie. Il succède à Philippe Tonangoye, qui quitte le gouvernement.

Lambert Mouvinde Millot prend les Travaux publics et la Construction. Emmanuel Eyeghe Nze hérite du Commerce, de l'Industrie et de la Transformation. Il devient également porte-parole du gouvernement.

Raïssa Nana Ghogho prend les Affaires sociales, la Famille et la Protection de l'enfance. Georges Christian Waza est nommé à la Pêche, à la Mer et à l'Économie bleue.

Axel Jesson Ayenoue rejoint le Tourisme durable et l'Artisanat. Stephen Olouna Mouba prend l'Environnement et le Climat. Malcom Emery Djenno Ngomanda devient ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur.

Ces arrivées s'accompagnent du départ de cinq membres de l'ancienne équipe gouvernementale. Camélia Ntoutoume Leclercq quitte notamment l'Éducation nationale, où elle occupait les fonctions de ministre d'État.

Jean-François Ndong Obiang, Lubin Ntoutoume et Armande Longo Moulengui quittent également leurs fonctions ministérielles. Les raisons individuelles de ces départs n'ont pas été précisées dans l'annonce officielle.

Des changements dans plusieurs ministères stratégiques

Le remaniement entraîne également une redistribution des responsabilités entre cinq ministres déjà présents dans l'exécutif.

Edgard Moukoubi quitte les Travaux publics pour prendre l'Intérieur, la Sécurité et la Décentralisation. Il succède à Adrien Nguema Mba, désormais chargé du Travail, du Plein emploi et du Dialogue social.

Jacqueline Ilogue Bignoumba quitte le Travail pour prendre la direction de l'Éducation nationale et de l'Instruction civique. Aimé Martial Massamba passe de la Pêche à la Réforme et aux Relations avec les institutions.

Marcelle Ibinga Itsitsa quitte le Tourisme pour diriger l'Enseignement technique, la Formation et le Perfectionnement professionnel.

En revanche, plusieurs responsables conservent leurs portefeuilles. Brigitte Onkanowa reste à la Défense nationale et Ulrich Manfoumbi Manfoumbi aux Transports.

Thierry Minko demeure à l'Économie et aux Finances, tandis que Clotaire Kondja conserve le Pétrole et le Gaz. Marie-Edith Tassyla-Ye-Doumbeneny reste aux Affaires étrangères et Augustin Emane à la Justice.

Une réorganisation aux enjeux politiques et économiques

Au-delà des changements de personnes, cette nouvelle équipe présente plusieurs évolutions dans la répartition des compétences ministérielles.

Le Commerce, l'Industrie et la Transformation sont désormais réunis sous une même autorité. Les PME-PMI et l'Entrepreneuriat disposent d'un portefeuille distinct, confié à Zenaba Gninga Chaning.

L'Environnement et le Climat disposent également d'un ministère spécifique, séparé des Eaux et Forêts. Cette réorganisation modifie les responsabilités administratives dans plusieurs secteurs.

Le maintien de Hermann Immongault assure une continuité dans la coordination gouvernementale. Toutefois, les changements à l'Intérieur, à l'Éducation et à l'Énergie ouvrent une nouvelle séquence administrative.

Les nouveaux responsables devront notamment répondre aux attentes concernant les services publics, les infrastructures, l'emploi et les conditions de vie.

Ce remaniement intervient dans un contexte marqué par les ambitions de transformation économique et de réforme institutionnelle du Gabon.

La portée de cette nouvelle configuration sera désormais appréciée à travers les décisions ministérielles et leurs résultats concrets.